

## Université Ar Nevez 2023 – compte rendu détaillé de la journée

*Le déroulé de la journée du 31 août se trouve sur le site [Blog - AR NEVEZ \(ar-nevez.org\)](https://ar-nevez.org) avec les liens vers les présentations LinkedIn des participants et les documents dont ils ont fait état au cours de la réunion. La présente note est destinée à donner une vue d'ensemble des questions abordées et donc à vous faciliter l'accès à tel ou tel de ces documents sur lesquels les auteurs se sont appuyés.*

En accueillant les participants, **Carole LAVERNE**, EDF, a présenté les caractéristiques du territoire et de ses transformations passées et à venir. Le document qui a été diffusé à cette occasion donne les détails de cette histoire. Les emplois qui s'y sont créés dès la fin des années 1400 (extraction de la tourbe) ont permis le développement de différentes activités (métallurgie, poterie, matériaux de construction, engrais ... ) et la revente de la tourbe dans les territoires voisins. Au 19ème siècle, les tourbières devenues propriété de



l'État sont en conflit avec les exploitants qui s'estiment spoliés ainsi que les utilisateurs qui avaient l'habitude de ne rien payer. Au 20ème siècle, c'est l'utilisation de l'énergie qui domine, sous diverses formes (hydroélectricité à partir de 1937), refroidissement des condenseurs de la Centrale Nucléaire qui a fonctionné de 1967 à 1985, puis des trois Turbines à Combustion qui s'y trouvent aujourd'hui. Elles ont une puissance de 285 MW qui n'est appelée qu'en période de pointe de consommation électrique.

Le déchargement des combustibles et fluides qui représentaient l'essentiel de la radioactivité (dont les déchets de Très Haute Activité - THA) au moment de l'arrêt de la centrale a été fait entre 1985 et 1992. La durée des travaux qui restent à faire aujourd'hui est évaluée à 17 ans. Ils généreront seulement des déchets de Moyenne Activité (MA) ou de moindre activité.

Des actions ont commencé depuis 2018, dans le cadre des procédures administratives spécifiques aux installations nucléaires, notamment pour le désamiantage des bâtiments qui ne seront plus utiles à la centrale en déconstruction mais peuvent accueillir des entreprises et des emplois, ainsi que pour la maintenance et le renforcement de la voirie.

La protection de l'environnement et la politique d'aménagement des communes est supervisée dans le cadre des structures du Parc Naturel Régional d'Armorique (PNRA) qui représente 125 000 ha dont 10 environ sont occupés par la retenue du barrage à côté duquel se trouve la centrale nucléaire.

A l'ouverture de l'Université par **Robert JESTIN**, président d'Ar Nevez, a rappelé les objectifs de l'association et de l'Université.

**Pierre CALAME** a souhaité situer cette rencontre dans la perspective globale et conflictuelle d'une métamorphose de notre société qui pourrait reconnaître la capacité des territoires, en tant qu'acteur collectif, à penser et agir dans un monde interdépendant.

Le slogan du premier sommet de la terre en 1992 ( « penser globalement, agir localement ») assignait les territoires, le local, à mettre en œuvre une pensée et des politiques qui avaient été construites ailleurs. Cette idée reste dominante en France, où l'État, par ses politiques publiques mises en œuvre par des agences, définit des politiques que les territoires sont invités à suivre et appliquer. L'idée d'**acteur collectif** reste très éloignée aujourd'hui de la pensée française qui survalorise le rôle des **institutions**. Au delà de celles-ci, il s'agit de reconnaître la légitimité d'un projet bâti collectivement par des acteurs publics et privés, avec une stratégie pour sa survie dans la durée. Les grands défis de notre époque exigent en effet que les acteurs d'un territoire aient la capacité de penser et d'agir quotidiennement aussi bien localement que globalement de façon collective. Les multiples crises auxquelles nous sommes confrontés sont toutes des crises de relations que nous ne pouvons pas résoudre dans le cadre conceptuel et institutionnel hérité du passé. Le collectif « Osons les territoires », auquel participent certains membres d'Ar Nevez a lancé un appel à sortir de la première modernité : celle qui s'est construite entre le seizième et le dix-huitième siècle, dont l'efficacité opérationnelle est incontestable, repose sur des séparations: séparation entre penser et agir, séparation entre les disciplines du savoir, séparation entre les acteurs, séparation de la gouvernance en différents niveaux, entre les rôles des différents acteurs, séparation enfin et surtout entre l'humanité et la biosphère. Et c'est cela qu'il faut dépasser pour aller vers une seconde modernité, capable d'organiser et de gérer les relations de tous ordres. Cette métamorphose n'est pas facile. Le passé résiste pour trois raisons :

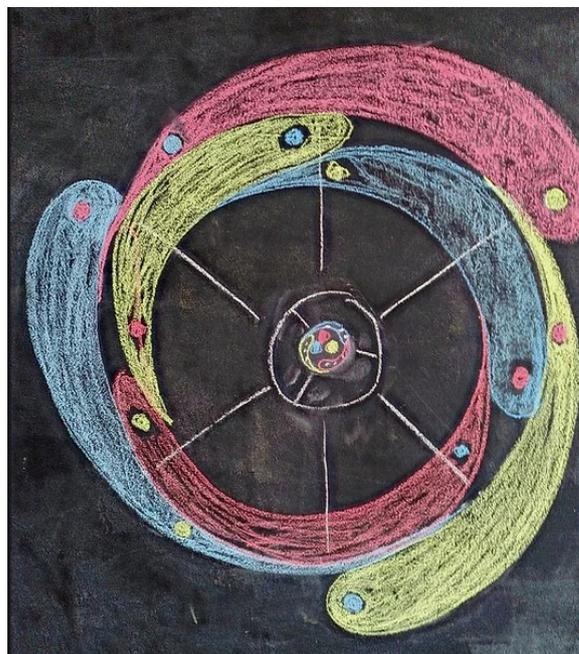
- Les sociétés ont besoin de stabilité pour que les acteurs aient confiance les uns dans les autres, ce qu'apporte l'inertie des systèmes de pensée et des institutions. Mais il vient un moment où les réalités ont tellement évolué que cette inertie devient un obstacle, et il faut engager une mutation profonde des systèmes conceptuels et institutionnels.
- Il faut comprendre que ces systèmes conceptuels et institutionnels ont donné naissance à des corps sociaux intéressés au maintien de l'ordre ancien dont ils tirent leur substance. Ce sont de formidables résistances au changement.
- Ils ont aussi façonné notre pensée : ce que nous avons appris à l'école est particulièrement difficile à remettre en question.

Aujourd'hui, on ne peut pas en rester au statu quo, il faut oser ! J'ai dénoncé les manœuvres politiciennes qui cherchent à récupérer les anxiétés suscitées par la peur du changement pour en faire un programme d'immobilité et de contraintes. Il faut au contraire comprendre où sont les acteurs qui sont les mieux à même de penser et d'organiser de nouvelles relations entre l'économique, l'écologique et le social. Cela peut être une forme de **revanche des territoires**. Ce terme évoque les « bonnes villes » de l'époque de la royauté. Les responsables des territoires locaux ont vu, au cours des deux siècles de la révolution industrielle, leur rôle s'amoindrir au profit des États et des grandes entreprises, assignés à la mise en œuvre de politiques définies en dehors d'eux. S'ils prennent conscience du rôle de pivots de la société à construire qu'ils peuvent jouer, qu'ils expérimentent la coopération entre eux et se dotent eux mêmes d'une grande ambition de changement, les territoires pourraient à nouveau émerger. Il y a, dans cette transformation des questions de pouvoir à conquérir mais aussi de volonté d'assumer les responsabilités qui en sont la contrepartie.

**Isabelle DELANNOY**, Ingénieur agronome, Présidente et cofondatrice de **L'Entreprise Symbiotique**, a précisé la mission de cette société : accélérer la transformation des organisations et des territoires vers une économie régénérative. Il s'agit d'une triple régénération : sociale, écologique et économique. <https://www.lentreprisesymbiotique.com>. En tant que conceptrice du **modèle de l'économie symbiotique**, elle a détaillé les mécanismes du fonctionnement des modèles économiques régénérateurs. Ces modèles sont plus productifs en ressources écologiques, économiques et sociales que les modèles extractifs, parce qu'ils permettent aux personnes vivant

dans les territoires et à celles qui les traversent de régénérer les ressources qui s’y trouvent, de façon écologique, solidaire et innovante. Partout dans le monde, sur tous les territoires, dans tous les secteurs, des femmes et des hommes ingénieux ont résolu par l’innovation les problèmes que l’économie extractive et productiviste ne résolvait pas.

Entrepreneurs, citoyens ou élus, ils ont inventé des formes de production en alliance avec le vivant qui restaurent la biodiversité. Ils ont créé des systèmes industriels circulaires régénérant jusqu’à 15 fois la matière utilisée. Ils ont inventé des modes d’échanges solidaires, valorisant l’intelligence collective, le partage, ou encore la gouvernance en biens communs. L’ensemble des approches à impact écologique ou social, dans toute leur diversité, forment une seule économie. Un modèle global capable de répondre au défi bioclimatique tout en assurant tous les besoins d’une société avec un haut niveau de confort et de bien être.



## **O’TOIT, L’ ÉCOSYSTÈME POUR LES TERRITOIRES**

**Jean-Pierre Marty**, Président de la société qui porte la plateforme numérique **O’Toit**, présente cette initiative prise en 2018 avec Caroline Gaillard et d’autres personnes de leur connaissance à Périgueux, tous conscients des évolutions négatives de la distribution alimentaire sur l’intégration des territoires. Ils veulent au contraire recréer des liens entre les artisans, les agriculteurs, les commerçants et les consommateurs du territoire, menacés par les mécanismes de captation de la valeur mis en œuvre par les entreprises numériques et les GAFAs, qui créent d’importants déséquilibres économiques et sociétaux et augmentent la fracture territoriale.

Le modèle alternatif proposé par O’Toit vise à maîtriser les coûts de livraison des produits de masse à bas coût (lessive, épicerie, hygiène, etc.) par une nouvelle organisation des approvisionnements et de leurs cadences, qui soient liés aux besoins réels des consommateurs. Ceux-ci sont aussi de plus en plus sensibles à l’idée de consommer des produits locaux et de qualité (sentiment amplifié par la crise), mais ils veulent la commodité et la simplicité.

Par ailleurs, les artisans, commerçants, agriculteurs, les services de centres-villes, les marchés alimentaires sont en attente d’outils et de solutions pour augmenter leur chiffre d’affaire sans pour autant gérer de nouvelles boutiques, mais en s’adaptant avec les attentes de leurs clients.

La promesse que fait O’Toit aux consommateurs est celle d’un **DRIVE PARTAGÉ**, qui correspond à un point physique de rencontre logistique et une place de marché locale numérique, sur laquelle se trouvent des offres commerciales rédigées par des commerçants avec des prix.

Ce faisant, O’Toit ne se positionne pas comme un concurrent de la grande distribution, mais comme un intégrateur d’offres qui répond aux enjeux climatiques : **UN ECOSYSTEME D’AMENAGEMENT DU TERRITOIRE BAS CARBONE AU BENEFICE DU CITOYEN.**

Ce concept peut se décliner sur différents territoires comme une **SOLUTION CLE EN MAIN** amenant l’improbable cohabitation de **TOUS** les acteurs locaux, (commerçants, artisans, producteurs, y

compris la grande distribution et l'industrie) des vendeurs et des consommateurs d'un même territoire.

Les points de retrait partagés peuvent être très différents (parking et drive de supermarché, commerces, fermes, etc.) , acteurs locaux (artisans, commerçants, agriculteurs, marchés locaux, etc.), industriels et la grande distribution (accès aux produits de la grande consommation) avec un maillage fin du territoire (un point tous les 5 Km environ).

La logistique est mutualisée sur l'ensemble du territoire pour massifier les volumes et apporter aux vendeurs et aux consommateurs un service de qualité constante, la plateforme souhaitant se placer dans le rôle d'un tiers de confiance au service de ses clients du territoire.

Il est régénératif parce qu'il apporte la meilleure solution possible au développement des circuits courts.

**Jean-Michel VINCENT** rappelle que tous les gens convaincus de la menace climatique, dont les participants à la journée et les amis d'Ar Nevez butent sur le même obstacle lorsqu'ils ont la volonté d'agir pour mettre en œuvre leur conviction : celui du déclencheur. Durant cette journée nous aurons partagé des convictions (Réalité du changement climatique, analyses, outils, propositions, exemples... ) . Mais il manque toujours 2 éléments pour agir vraiment : Le **déclencheur** pour mettre en mouvement les acteurs locaux et la **stratégie outillée** qui nous fasse converger sans avoir à se coordonner.

Ces 2 besoins ont été identifiés il y a 20 ans par l'association **Agir Local** qu'il a créée à **Cergy Pontoise** avec une dizaine de citoyens, 3 maires, l'ESSEC, l'Université de Cergy, la banque des territoires et dont les résultats sont toujours disponibles et perfectibles sur le site [agirlocal.org](http://agirlocal.org). Le principal outil est le tableur Carbone à l'échelle de la commune pour les 35000 communes de France qui permet d'évaluer les émissions générées par un territoire, ce que l'on appelle « **compter carbone** ».

Il y a actuellement plusieurs dizaines de milliers d'acteurs locaux qui sont impliqués pour essayer de répondre à ce double besoin d'outils et de stratégies convaincantes pour déclencher le changement qui devra s'opérer pour la majorité des acteurs locaux. Le fait de compter carbone et de réduire ses émissions parce que l'on compte crée du pouvoir d'achat, du bien-être, de l'emploi près de chez soi, cela fait monter en compétence les acteurs locaux, cela réduit les inégalités et nous offre une nouvelle forme de démocratie dans l'action. Il s'agit d'évaluer en carbone d'abord pour nous ce que nous dépensons (3 postes de dépenses pour la Nourriture , 1 pour les Déplacements et 3 pour le Bâtiment ) de la même façon que lorsque l'on fait un budget en euros. Bien entendu, ce progrès n'est possible que dans la mesure où nous ne comptons pas uniquement chacun pour nous-même et notre famille mais que nous échangeons sur ces comptes avec les gens qui vivent dans notre immeuble, autour de nous sur le territoire, les commerçants et les fournisseurs de service qui nous font des propositions de toutes sortes.

Nous sommes pris de vitesse dans nos connaissances, nos métiers, nos institutions, nos cultures, nos politiques, mais nous sommes tous solidaires qu'on le veuille ou non, et nous devons nous emparer des leviers d'action à portée de nos mains pour essayer de les faire fonctionner. Dans un monde complexe, les guides que nous trouverons ne seront jamais parfaits, mais leur usage partagé devrait susciter des réflexions collectives pour leur perfectionnement.

JM VINCENT précise la méthode qui lui a permis d'enregistrer les perfectionnements de 9 solutions recueillies sur le site, qui réduiraient de 20% l'empreinte carbone nationale si elles étaient généralisées. Illustration d'une solution avec la **Cantine de Chadi** à Saintes : l'alimentation est saine, bio, durable, équitable et exemplaire en matière d'impact carbone. Le cuisinier a construit un tableur carbone pour lui et ses homologues qui sera bientôt disponible gratuitement sur le site Agir Local. Il a aussi publié un livre outils 'Penser la menace climatique, le temps des solutions' aux

éditions de l'Aube (voir couverture et lien en page d'accueil du site). Il sollicite O'Toit pour répondre à l'[appel permanent à solutions](#) qui se trouve sur le site.

**Francine Depras**, sociologue, présente la démarche **C.A.R.E ( Comprehensive Accounting in Respect of Ecology )** proposée par le Cercle des comptables environnementaux et sociaux (CERCES) pour intégrer dans une « comptabilité socio-environnementale » les flux comptables classiques, mais aussi les impacts environnementaux des activités et la valeur des actifs de l'entreprise. Cette démarche se présente comme l'outil nécessaire aux entreprises qui veulent avoir une gestion responsable et éclairée de leurs affaires dans la phase actuelle de l'anthropocène où nous « découvrons » l'économie de la planète.

La comptabilité extra-financière n'est pas nouvelle, mais la comptabilité écologique n'est pas un exercice auquel beaucoup d'entreprises se sont prêtées jusqu'ici. L'idée est de s'assurer du remboursement du capital emprunté à la Planète, à la société, à l'environnement, qu'il soit financier, social, écologique. La méthode « comptable » repose donc sur la valorisation des coûts de reconstitution du capital (au passif) afin de s'assurer que la mobilisation de la richesse par l'entreprise pour sa production (à l'actif) ne se fait pas par un usage insoutenable des stocks. Cette logique suppose d'identifier l'ensemble des ressources matérielles et immatérielles mobilisées par l'entreprise, d'identifier les prélèvements et impacts réalisés et de présenter le résultat net du « coût de maintenance » à payer pour préserver/restaurer les ressources.

La comptabilité socio-environnementale est un autre regard, une autre lecture des relations de l'organisation avec ce qui lui est extérieur. Le modèle C.A.R.E. fournit une structuration des coûts de transition écologique et sociale qui permet de regarder et de comprendre autrement l'économie, l'activité, mais aussi les relations à la société, et finalement la raison d'être de l'entreprise.

La démarche comptable C.A.R.E comporte quatre temps de réflexion et d'action :

- Prendre en compte, c'est à dire décrire les entités que l'entreprise doit préserver, les qualités de celles ci, dans l'optique de concevoir, mettre en œuvre, suivre et adapter les actions menées pour cette préservation
- Être comptable, c'est à dire comprendre les interactions et les relations de redevabilité avec les territoires de vie économique, environnementale et sociale dans le but d'exercer sa responsabilité.
- Compter, c'est adopter des méthodes de calcul et des cadres d'interprétation faisant le lien entre ce dont on souhaite être responsable, et des manières d'en prendre la mesure selon différentes unités qui reflètent des points de vue variés devant être mis en dialogue.
- Rendre compte c'est communiquer en interne et en externe sur ses résultats, sa transformation et celle de ses interactions sociales, environnementales et économiques avec son milieu, en lien articulé et coordonné avec les autres organisations qui elles aussi se transforment et transforment leurs compétences. .

C.A.R.E est une comptabilité revisitée, développée pour produire les indicateurs nécessaires aux trois valeurs - économique, sociale et environnementale - et liée à la comptabilité générale. Cette nouvelle comptabilité qui intègre l'information financière et non financière est transdisciplinaire. Elle s'accompagne d'une véritable réflexion sur l'impact en termes de valeur créée sur le plan humain, économique et écologique et de contribution à la richesse collective.

On notera que l'Autorité des Marchés Financiers recommande aux entreprises de s'interroger sur l'existence d'indices de pertes de la valeur et de dépréciation de certains actifs.

**Ali AÏT ABDELMALEK**, Professeur des Universités en Sociologie (Laboratoire E.A.-LiRIS, Rennes) fait part des résultats de la recherche sur « La sociologie des territoires... » :

Dans sa complexité, le concept d'« urbanisation » implique des unités spatiales, la ville (urbain) et la campagne (rural) et recouvrent, une série de relations de complémentarité ou de conflit, rapports inégalitaires, qu'entretiennent leurs divers groupes sociaux, au travers de leurs systèmes sociaux : économique, politique et culturel. L'anthropologie des territoires, et donc des identités et des politiques, est marquée par une différence-clé entre la ruralité et le monde urbain, opposés dans les représentations sociales et deux sous-disciplines majeures de la sociologie : la sociologie rurale et la sociologie urbaine. La principale différence est que l'analyse sociologique de la « ruralité » parle des « communautés rurales » alors que celle des mondes « urbains » se concentre sur les « régions métropolitaines » et la métropole. Ainsi, la sociologie rurale va de pair, aujourd'hui, avec la sociologie de l'environnement, la « nature », les aspects conventionnels et culturels de l'agriculture et des communautés rurales. La sociologie de l'alimentation et de l'agriculture est devenue, avec l'environnement et la nature aujourd'hui, l'un des principaux domaines d'étude de la sociologie rurale. Elle est concernée aussi par la « migration » des personnes des zones rurales vers les zones urbaines et les tendances démographiques, les politiques et questions foncières, les préoccupations environnementales et les ressources naturelles telles que les mines, les rivières, les lacs, etc. La sociologie rurale inclut, en définitive, de très nombreux problèmes sociaux, et l'on redira, ici, que la plupart des sociologues s'intéressent aux pays du tiers monde, où les ressources naturelles sont nombreuses, ainsi que les problèmes sociaux et climatiques !

La sociologie urbaine étudie les problèmes, les changements, les schémas, les structures et les processus des zones urbaines. Elle tente également d'aider à la planification et à la définition des politiques des zones urbaines. La majorité de la population vit, de plus en plus, dans des villes et de très nombreux projets de développement sont basés dans des zones urbaines. Il était donc nécessaire de faire comprendre les changements, les problèmes et les effets des processus de développement envers la société et les individus. La sociologie urbaine porte sur l'économie, les tendances démographiques, mais aussi sur le changement des valeurs et de l'éthique, la pauvreté, le changement social, les questions ethniques.

Notre problématique de recherche, sociologique et anthropologique, peut être résumée de la manière suivante : les sociétés modernes sont traversées par de multiples changements sociaux, tant en ce qui concerne la dimension politique (pouvoir et autorité) et économique (marché et monde du travail) de la vie sociale que les aspects plus culturels, plus identitaires, qu'il s'agit d'analyser et d'étudier ensemble, car ces dimensions du « territoire » comme « fait social total et complexe » (politique, économique, technique et culturel) sont en interactions permanentes... Ainsi, nous postulons, ici, un changement dans les formes de construction des identités individuelles et collectives : dans la société dite « rurale et traditionnelle », le territoire était la forme principale de production sociale de la culture et dans les sociétés « urbaines et modernes », le monde du travail, la profession des acteurs sociaux jouait prioritairement ce rôle. En conclusion, nous avons insisté sur les enjeux du pouvoir local, à travers l'évocation des qualités requises, perçues à travers l'analyse des représentations sociales du rôle des maires dans les territoires ruraux...

Les échanges ont montré la complexification des liens sociaux et la nécessité non seulement de « penser pour agir », mais aussi, pour reprendre le mot du philosophe et épistémologue de Jean-Louis Le Moigne, d'« agir en pensant »...

*Bibliographie sélective en prolongement de la journée de Brennilis : AÏT ABDELMALEK, Ali : Le territoire (sous la dir. de), Rennes : Ed. PUR, 2005, Territoire et profession..., Cortyl-Wodon (Belgique) : Ed. Modulaires Européennes (E.M.E.), 2006. GRAFMEYER, Yves, AUTHIER Jean-Yves,*

*Sociologie urbaine, Paris, Armand Colin, 2008, 124p. ; Rambaud, Placide, Sociologie rurale et urbanisation, Paris, Seuil, 1969, 350 p.*

**Jacques BRIGEON (CHEDD)** souligne la nécessité de traiter la question des compétences dans cette réflexion sur les conditions de déploiement d'un nouveau modèle de développement visant la prospérité dans la sobriété par des mutations complémentaires se soutenant mutuellement. Le **facteur humain** est essentiel : sans lui rien ne se fait. Tous les niveaux d'organisation de notre pays disposent d'excellents stratèges qui peuvent faire des analyses et des propositions cohérentes. Les scénarios qui identifient les compétences opérationnelles requises pour mettre en œuvre ces stratégies sur le terrain sont beaucoup plus rares. L'ONG Energy Cities s'est cependant livrée en 2021 à une enquête auprès des collectivités locales européennes afin d'évaluer le nombre de porteurs de projets qualifiés dont il faudrait qu'elles disposent pour assurer la conduite des projets découlant des engagements gouvernementaux. A l'échelle de l'Europe il faudrait, selon ses calculs, 214 000 agents territoriaux ayant les compétences nécessaires. Rapportée au ratio démographique de la Bretagne cela correspond à 1500 agents formés et disponibles aujourd'hui. Un rapide décompte s'appuyant sur les organigrammes des services de la Région Bretagne, des quatre départements, des deux métropoles et autres grandes agglomérations, montre qu'il est difficile d'en trouver plus d'une centaine. Ce gap RH est énorme ! Il est donc absolument essentiel de concevoir et déployer sur le terrain un dispositif susceptible de développer rapidement les compétences opérationnelles nécessaires non seulement dans les collectivités, mais aussi chez les acteurs économiques les plus concernés.

Chacun comprend que face à l'urgence une réponse universitaire s'articulant autour de masters ne produira les compétences techniques mais aussi économiques et managériales recherchées qu'à 10 ou 15 ans au mieux. Or c'est aujourd'hui que nous avons besoin de ces agents qualifiés publics et privés.

AR NEVEZ propose un projet en réseau, travaillant avec tous les acteurs publics et privés ayant par nature un rôle à tenir dans un effort collectif vigoureux. Ce projet dont le nom (provisoire) est « Ecole Pratique de la Transformation » a été conçu dans ses différents principes et volets d'action. Il pourra s'appuyer sur le potentiel de formation existant sur le campus de Ker Lann où AR NEVEZ a pris naissance, avec un réseau qui est étendu sur tout le territoire régional. Il fera prochainement l'objet d'une présentation.

**Kristina HAKALA** présente des éléments complémentaires à ceux de l'intervention de Pierre CALAME. Le rôle majeur que sont appelés à jouer les territoires dans la métamorphose de la première à la seconde modernité peut trouver en face de lui, comme un obstacle, l'attitude de l'État qui définit des politiques et celles des représentants des collectivités qui ne questionnent pas les habitudes de subordination alors qu'ils pourraient proposer autre chose qui soit plus adapté à leur situation tout en restant en ligne avec les grands objectifs de la collectivité nationale.

L'émergence du rôle des territoires passe par une rupture majeure dans la source des savoirs : l'autorité descendante de l'État et des experts doit se combiner à la connaissance construite ensemble et issue de l'action elle-même. C'est tout l'enjeu des communautés apprenantes et de la capitalisation de l'expérience.

On entend par « capitalisation d'expériences » la transformation de l'addition d'expériences, chaque fois localisées et circonstanciées, en une connaissance de plus large portée. Elle passe par un cycle de médiation avec quatre étapes :

- Première étape, la plus difficile: transformer le vécu en une expérience transmissible à d'autres. L'expérience montre qu'il est très difficile pour un acteur, pleinement investi dans son action d'en dégager les traits essentiels et les leçons principales pour des tiers. C'est tout le rôle des maïeuticiens, des accoucheurs, dans une fonction assez voisine du travail

du journaliste ou du sociologue, de se mettre à l'écoute des acteurs pour en dégager les leçons principales.

- Deuxième étape, mutualiser les expériences de même nature pour en faire un véritable « commun de la connaissance » : commun au sens que lui a donné les travaux d'Elinor Ostrom, une communauté de partage de l'expérience, une somme de ces expériences au bénéfice de tous, et des règles de gouvernance pour que chacun apporte sa contribution.
- Troisième étape: dégager ensemble des leçons de l'expérience, en sortant des approches en silo encore si dominantes dans nos modes de pensée pour leur donner une dimension systémique.
- Quatrième étape: en faire une véritable matière de formation, une compétence nouvelle à acquérir en partant des leçons générales qui ont été tirées, avec la possibilité, à chaque fois, de revenir aux exemples concrets qui les incarnent, manière, précisément, de réinjecter dans l'action la sienne et celle des autres.

Pour mettre en œuvre un tel cycle débouchant sur la création de compétences nouvelles, Pierre Calame propose à Ar Nevez de jouer un partenariat ouvert s'appuyant sur les acquis de CITEGO.

### **Ateliers**

Compte tenu du temps disponible et des interactions entre les participants, les ateliers dont on peut voir les photos sur le site, se sont traduits par une prospective-fiction-territoriale s'appuyant sur l'expérience et les exemples de territoire.

### **Conclusions**

**Robert Jestin**, Président d'Ar Nevez, remercie, à titre personnel et au nom de l'équipe d'organisation, les participants qui ont fait le déplacement pour assister à cette Université 2023. Il remercie EDF de son accueil et les orateurs dont l'implication a contribué à la réussite de cet évènement.

Cette journée de partage doit aussi beaucoup au lieu inspirant où elle s'est tenue : à 2 km de la Réserve Naturelle du Venec et des tourbières actives qui sont un impressionnant puits de carbone, les 57 800 hectares des Monts d'Arrée, le lac Saint Michel classé Grand lac intérieur et le Parc Naturel Régional d'Armorique.

Rendez vous est pris pour le prochain évènement d'Ar Nevez.

Rédaction JF Janin  
Septembre 2023